INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 9 mars 2022**

* Les marchés européens ont nettement rebondi mercredi malgré la poursuite de la guerre en Ukraine et des nouvelles sanctions à l'encontre de la Russie. Le CAC 40 a ainsi progressé de 7,13% à 6 387,83 points, pendant que l'Euro Stoxx 50 s'adjugeait 6,55% à 3 734,80 points. A Wall Street, le regain d'intérêt pour le risque était également d'actualité en fin d'après-midi, le Dow Jones et le Nasdaq s'adjugeant respectivement 2,04% et 2,93%.
* Une nouvelle fois, le conflit russo-ukrainien a accaparé toute l'attention des investisseurs, d'autant plus en l'absence d'autres catalyseurs. Après la récente dégringolade, ils en ont profité pour effectuer des rachats à bon compte, tout en espérant qu'une solution diplomatique soit trouvée prochainement.
* Des espoirs notamment motivés par la mise en place par Moscou de couloirs humanitaires dans certaines villes ukrainiennes. Des couloirs par ailleurs décriés par Kiev. De plus, les ministres des Affaires étrangères russe et ukrainien doivent se rencontrer demain en Turquie, alors que l'Ukraine s'est montrée moins ouverte à une adhésion à l'Otan, à l'origine du conflit.
* En attendant, les entreprises occidentales continuent de quitter la Russie et de nouvelles sanctions pleuvent sur le pays. Ce matin, les membres de l'Union Européenne se sont mis d'accord sur un train de sanctions supplémentaires: celles-ci visent notamment plusieurs dirigeants et oligarques russes, cherchent à limiter les exportations de certains biens vers la Russie, excluent plusieurs banques biélorusses du système de paiement Swift, et clarifiaient certains points concernant les cryptomonnaies, utilisées par Moscou pour contourner les sanctions.
* A l'instar de tous les actifs qui ont connu d'importants dégagements depuis le début de l'agression russe en Ukraine, l'euro se reprend nettement. En fin d'après-midi, la devise européenne gagne 1,53% à 1,1070 dollar. Elle était tombé hier au plus bas à 1,0806 dollar, soit son niveau le plus faible depuis mai 2020. " Si nous devions voir les marchés se calmer à un moment donné, cela ne signifie pas nécessairement que l'euro pourra, à mon avis, récupérer toutes ses pertes par rapport au dollar ", expliquait Commerzbank ce matin.

Avant de poursuivre : " Si la BCE devait donner l'impression de ne pas prendre de mesures décisives contre les risques d'inflation et si les anticipations d'inflation remontaient, cela constituerait un scénario négatif pour l'euro ".

* A Londres, la tonne de blé gagne 0,9% à 292 dollars, évoluant à quelques dollars de son record de 297,5 dollars atteint lundi. Depuis le début de l'offensive russe, la céréale dorée a bondi de plus de 26%. Par rapport au 31 décembre 2021, la hausse se chiffre à 33%. Les investisseurs s'inquiètent des conséquences de la guerre sur les livraisons de blé. L'Ukraine est le quatrième exportateur mondial cette année, avec un total de 24 millions de tonnes. Sauf que depuis le 24 février, les livraisons de blé, toutes effectuées par voie maritime, sont au point mort.

La Russie, elle, est le premier exportateur mondial avec 35 millions de tonnes.

La France, exportatrice nette, ne risque pas la pénurie mais est cependant concernée par la hausse des cours en raison notamment de la hausse du coût des intrants.

* La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a annoncé un premier train de mesures de résilience de 2 milliards d'euros pour aider les citoyens, les entreprises et les pays touchés par la guerre en Ukraine. La Banque s'est également engagée à faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider à la reconstruction du pays, dès que les conditions le permettront. Des fonds seront rapidement mis à disposition pour soutenir les entreprises ukrainiennes, par exemple sous la forme de prêts différés, de soutien à la liquidité et de financement du commerce.
* En France, l'emploi salarié a augmenté de 0,4 % (+106 900 emplois) lors du quatrième trimestre 2021, selon les chiffres dévoilés par l’Insee. Il s'agit de la quatrième hausse trimestrielle consécutive, après +0,7 % au premier trimestre, +1,2 % au deuxième et +0,5 % au troisième. Cette hausse au quatrième trimestre 2021 provient exclusivement de l'emploi salarié privé qui a progressé de 0,6 % (soit +117 900 emplois), comme au trimestre précédent. À l'inverse, l'emploi public a reculé de 0,2 % (soit -11 000 emplois) après +0,2 % (+11 400) le trimestre précédent.

Au total, fin 2021, l'emploi salarié dépasse de 2,8 % (soit +697 400 emplois) son niveau de fin 2020 et de 1,5 % (soit +380 100 emplois) son niveau d'avant la crise sanitaire (fin 2019).

A titre de comparaison, entre 2015 et 2019, 215 600 emplois avaient été créés en moyenne chaque année.

**SOCIETES**

* Sur la place parisienne, les valeurs bancaires ont de nouveau été à la fête grâce à la remontée des taux long (+9,5 points de base pour le 10 ans allemand), notamment Société Générale (+11,53%). Elle n'a été devancée que par Veolia (+12,26%) et Stellantis (+11,90%).
* Thalès (-4,24%) a en revanche chuté sur des prises de bénéfices consécutives à une incroyable performance depuis dix jours (+31,5%).
* BNP Paribas est la dernière grande banque française à avoir détailler son exposition à la Russie et à l'Ukraine. En Bourse, l’action BNP Paribas (+8,12% à 50,56 euros) prolonge son rebond entamé hier, les investisseurs faisant aujourd'hui preuve d’appétence pour le risque. Ce qui n’empêche pas pour autant les rendements des obligations d’Etat à 10 ans de progresser. Pénalisée par l'impact économique de la guerre en Ukraine, l'action BNP Paribas affiche une baisse de 17% depuis le début de l'année.

BNP Paribas a souligné que ses expositions brutes bilan et hors bilan sur ces deux pays étaient limitées. Elles représentent respectivement 0,09% de ses engagements totaux (environ 1,7 milliard d'euros) pour l'Ukraine et 0,07% (environ 1,3 milliard d'euros) pour la Russie au 31 décembre 2021.

Compte tenu de la manière dont la banque opère dans ces deux marchés et " sécurise ses activités avec un niveau important de garanties et de collatéraux ", les expositions résiduelles nettes combinées de BNP Paribas pour la Russie et pour l'Ukraine s'établissent à environ 500 millions d'euros. Un montant qu'elle avait déjà communiqué en début de semaine dernière.

* Saint-Gobain, à travers sa filiale Isover, va investir 120 millions d'euros à partir de 2022 et au cours des prochaines années pour accroître ses capacités de production en isolants en France et accompagner l'accélération du marché de la rénovation énergétique. A l'horizon 2025, Saint-Gobain apportera ainsi sur le marché français plus de 70 000 tonnes additionnelles d'isolants en laine de verre (dont 11 000 tonnes dès 2023), qui permettront de rénover l'équivalent de 100 000 logements supplémentaires chaque année.

Ces nouveaux investissements s'inscrivent dans le cadre du plan Grow & Impact, visant à renforcer le positionnement du groupe comme leader mondial de la construction durable, proposant à ses clients des solutions apportant " sustainability " et performance.

* Sur une place parisienne en fort rebond, Alstom (+9,33% à 20,68 euros) a été très entouré ce mercredi. Il faut dire que l’action a fortement reculé ces dernières semaines et accuse toujours une chute de 35% depuis le début de l’année, soit bien plus que le CAC 40. Les investisseurs s’inquiétaient notamment de l’exposition du géant ferroviaire à la Russie et à l’Ukraine. C’est dans ce contexte qu’Alstom est venu annoncer la suspension de toute livraison vers la Russie, ainsi que de tout investissement futur dans ce pays.

Le groupe ajoute qu'il a également dû suspendre les discussions sur un projet de partenariat avec UZ, l'exploitant du réseau ferroviaire ukrainien, pour la fourniture de locomotives et pour les services de maintenance associés. Ce contrat, qui devait être définitivement scellé prochainement, portait sur la vente de 188 locomotives pour 880 millions d'euros, un montant atteignant même 2,4 milliards en ajoutant la maintenance sur 40 ans.

* Elis a bondi de 8,47% à 12,81 euros, une performance qui aurait presque pu passer inaperçue ce mercredi dans un environnement de marché complètement chamboulé. Le spécialiste des services d'entretien et d'hygiène a publié ce matin des résultats annuels sans surprise particulière, et parfois même un peu décevants pour Midcap Partners. Le bénéfice net ressort ainsi à 114,6 millions d'euros, alors que l'analyste anticipait 155 millions, en raison de nouvelles charges financières et IFRS. Mais de moindres charges opérationnelles et amortissements lui ont permis d'être multiplié par plus de 40 en un an.

Par ailleurs, les gains de productivité ont permis à la marge d'EBITDA de progresser de 70 points de base pour s'établir à 34,5%. Midcap note en particulier "la belle progression en France (+110bps) et en Europe du Sud (+560bps) malgré une activité hôtellerie toujours en retrait par rapport à 2019.

Le chiffre d'affaires, déjà connu, a par ailleurs progressé de 8,6% (+7,4% en organique) à 3,05 milliards d'euros.

Elis a également profité de cette publication pour annoncer l'acquisition d'un groupe mexicain employant plus de 2600 personnes et fournissant principalement du linge plat et des vêtements de travail à des clients sur le marché de la Santé. Ce dernier a réalisé en 2021 un chiffre d'affaires de 74 millions d'euros et une marge d'EBITDA d'environ 38%.

* Adidas a dominé le Dax mercredi, avec un bond de plus de 13% à près de 210 euros. L'équipementier sportif allemand a publié ce matin des résultats 2021 solides et des perspectives meilleures que prévu. Pour 2022, le groupe vise ainsi une croissance de ses revenus de 11% à 13%, contre un précédent objectif d'au moins 8% à 10%.

"Cette hypothèse de croissance inclut déjà un risque pouvant atteindre 250 millions d'euros dans l'activité en Russie/CEI - environ 50% du chiffre d'affaires total d'Adidas dans la région - en raison de la guerre en Ukraine et reflète la suspension des opérations de vente au détail et de commerce électronique d'Adidas en Russie", a expliqué la célèbre marque aux trois bandes.

**ANALYSES**

* En pleine guerre en Ukraine, les Deux Sessions annuelles qui se tiennent actuellement en Chine véhiculent l'image d'un pays dans le déni. Deux documents résument la déconnexion chinoise : l’accord de coopération Chine-Russie conclu le 4 février à l'ouverture des Jeux Olympiques de Pékin, et le rapport de travail présenté par le Premier ministre chinois, Li Keqiang, devant le Congrès national du peuple. Dans une déclaration à la très large portée, la coopération sino-russe parle d'une « amitié sans limite entre les deux pays ». Les textes énoncent d'innombrables intérêts communs, ainsi que des engagements en matière de changement climatique, de santé mondiale, de coopération économique, de politique commerciale, sans oublier les ambitions régionales et géostratégiques. Cette coopération informe l'Occident de l'existence d'un nouvel adversaire en Orient, à travers cette puissante alliance.

Or, seulement 29 jours plus tard, rien d'inhabituel dans la présentation du Premier ministre Li, qui a livré un exposé annuel désormais bien connu, autour du développement et de la prospérité de la Chine. Une liste standard de réformes insiste sur les engagements chinois actuels de lutte contre la pauvreté, de création d'emplois, de numérisation, de protection de l'environnement, de réponse aux défis démographiques, de prévention des maladies, ainsi que sur une multitude de problématiques économiques et financières. Le rapport prend soin d'évoquer le moins possible l'actuelle agitation du monde.

Seulement voilà, la Chine ne peut pas gagner sur les deux tableaux. Elle ne saurait maintenir son cap, comme le suggère Li, tout en adhérant à l'accord de partenariat avec la Russie, annoncé par Xi Jinping et Vladimir Poutine. Beaucoup ont considéré que la Chine et la Russie s'étaient rassemblées pour façonner une stratégie de nouvelle guerre froide, les observateurs parlant de stratégie chinoise de triangulation : rejoindre la Russie pour acculer les Etats-Unis, de la même manière que le rapprochement sino-américain avait permis il y a cinquante ans de mettre à mal l'URSS. Architecte initial de cette triangulation, c'était désormais au tour des Etats-Unis d'en être la cible.

Or, en l'espace d'un mois seulement, la guerre contre l'Ukraine vient bouleverser cette conception. Car si la Chine demeure engagée par son nouveau partenariat avec la Russie, elle risque de devenir coupable par association. De la même manière que la Russie se retrouve isolée par des sanctions occidentales draconiennes, susceptibles de dévaster son économie pour plusieurs décennies, le même sort attend la Chine si elle approfondit son nouveau partenariat. Un tel scénario s'inscrirait évidemment aux antipodes des objectifs de développement de la Chine tout juste énoncés par Li. C'est toutefois un risque bien réel si la Chine maintient un soutien sans limite à la Russie, notamment en atténuant l'impact des sanctions occidentales, ce que suggère une lecture littérale de l'accord du 4 février.

Les dirigeants chinois semblent avoir conscience de ce dilemme intenable. Face à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le Comité permanent du bureau politique chinois, composé des sept principaux dirigeants du Parti, a dans un premier temps fait preuve d'un silence inhabituel. Par la suite, la Chine a rappelé son attachement au respect de la souveraineté nationale, un principe de longue date dans le pays. Le mois dernier, lors de la Conférence de sécurité de Munich, le ministre des Affaires étrangères Wang Li a souligné ce point, de même que l'insistance chinoise également de longue date sur la non-ingérence d'un Etat dans les affaires intérieures d'autrui – un argument qui concerne au passage directement Taïwan.

Le 7 mars, lors du Congrès national du peuple, Wang a toutefois insisté sur l'idée que « la Chine et la Russie poursuivr[aient] progressivement leur partenariat stratégique global ». C'est comme si Poutine savait pertinemment en se rendant à Pékin début février qu'il tendait un piège à la Chine.

Xi va désormais devoir prendre une décision critique. Parmi tous les dirigeants mondiaux, c'est lui qui dispose de la plus grande marge d'influence pour négocier un accord de paix entre la Russie et l'Ukraine. Pour ce faire, il doit adresser un message fort à Poutine, lui faisant savoir que l'invasion brutale ordonnée par la Russie franchit la ligne rouge du propre principe chinois de respect de la souveraineté territoriale. Xi va ainsi devoir exprimer une solide objection aux efforts de Poutine visant à réécrire l'histoire post-guerre froide et à ressusciter la Russie impériale. L'avenir de la Russie s'annonce au mieux peu réjouissant ; sans la Chine, elle n'en a aucun. Le régime de Pékin détient aujourd'hui la carte maîtresse de la survie ultime de la Russie de Poutine.

La place de Xi lui-même dans l'histoire pourrait être en jeu. Cette année, le 20e Congrès du Parti se réunira à Pékin. L'élément majeur de l'agenda n'est un secret pour personne : la désignation de Xi pour un troisième mandat de cinq ans, une première, au poste de secrétaire général du Parti. Les observateurs de la Chine présument depuis plusieurs années que rien ne se dressera sur le chemin de cette issue évidente. L'histoire, et les événements actuels qui la façonnent, peuvent néanmoins parfois se montrer farceurs, et transformer subitement l'équation du pouvoir dans n'importe quel pays.

Le choix que doit faire Xi est clair : soit il maintient le cap fixé par son accord du 4 février avec la Russie, et accepte alors pour toujours les sanctions, l’isolement, ainsi que les immenses pressions économiques et financières qui accompagnent cette position, soit il négocie une paix qui sauvera le monde, et qui cimentera le statut de la Chine en tant que grande puissance dirigée par de grands hommes d'Etat.

Architecte du « rêve chinois », et de ce qu'il considère comme un renouveau encore plus important, le renouveau d'une grande nation, Xi n'a en réalité pas le choix. Il lui faut désamorcer la menace russe, avant qu'il ne soit trop tard.

**L’AGENDA DU 10 mars 2022**

**13h45 en zone euro**

Décision de politique monétaire de la BCE

**14h30 aux Etats-Unis**

Inscriptions hebdomadaires au chômage

Inflation en février